

ARBITRAGE

MÉDIATION - BEMIDDELING

JUDICIAIRE



www.chambredarbitrage.be

vdelegal

avocats - advocaten - lawyers

DIRECTION : J. VANDEN EYNDE www.vandeneynde.biz

GERECHTTELIJK



www.cirl.be



RESPONSABLE DE
PUBLICATION :
JOHAN VANDEN EYNDE
+32 2 315 36 87
jv@vdelegal.be

DANS CE NUMÉRO IN DIT NUMBER

1 [FR] L'ARBITRAGE VAUT-IL SON
CÔÛT ?

[NL] IS ARBITRAGE HET GELD
WAARD?

2 [FR] L'ARBITRE ET LE SECRET
PROFESSIONNEL

[NL] DE ARBITER EN HET
BEROEPSGEHEIM

3 [FR] M.A.R.C.- MODE AMIABLE
DE RÉOLUTION DES CONFLITS
| A.D.R. ALTERNATIVE DISPUTE
RÉSOLUTION

[NL] M.A.R.C.- MINNELIJKE
OPLOSSING VAN GESCHILLEN |
A.D.R. - ALTERNATIEVE MANIE-
REN VAN CONFLICTOPLOSSING

4 [FR] CASSATION 12 AVRIL 2024
[NL] CASSATIE 12 APRIL 2024

5 [FR] OPPOSABILITÉ DES
CLAUSES D'ATTRIBUTION DE
COMPÉTENCE -DROIT EU-
ROPÉEN -OPPOSABILITÉ À UN
TIERS



1 L'ARBITRAGE VAUT-IL SON CÔÛT ?

Notre association (www.chambredarbitrage.be) n'a cessé de promouvoir l'intérêt de l'arbitrage pour les parties concernées afin de contribuer au fonctionnement de l'État de droit.

Il est établi qu'une justice de qualité, y compris l'arbitrage, à un coût humain et financier.

Les différends et plus particulièrement les litiges sont destructeurs de valeurs économiques. Il ne faut toutefois pas sous-estimer le poids psychologique de la résolution des conflits sur les parties concernées, qu'il s'agisse de particuliers ou de dirigeants d'entreprise (PME ou autres).

La résolution des différends et litiges doit être rapide. La décision (jugement ou arrêt) doit être acceptée par les parties qui y adhéreront s'ils la comprennent. C'est pourquoi la décision doit être de qualité.

Qualité et rapidité engendrent des coûts.

La rapidité suppose une infrastructure généralement onéreuse et la qualité suppose un personnel talentueux.

Notre justice étatique offre les deux prémisses ci-dessus mais elle est





ABONNEMENT 2023/2024

info@arbitragekamer.be / info@vdelegal.be

50 €tvac à cerser sur le compte
CAE/AKD

50 btw over te maken op rekening
CAE/AKD

BE16 3200 0764 4074

Communication : newsletter CAE/AKD

Mededeling : CAE/AKD nieuwsbrief

débordée. La rapidité est une illusion et la surcharge de travail risque de compromettre la qualité.

Les associations d'arbitrage plus agiles (et moins sollicitée) proposent des alternatives intéressantes à la justice de l'État ; non seulement en termes de rapidité, mais aussi parce que le choix de l'arbitre permet de recruter des professionnels plus spécifiquement proche du secteur concerné par le débat.

L'arbitrage et la justice étatique sont complémentaire et leur coût est justifié ;

Accepter de rendre le droit avec justice et raison c'est échapper à la loi du plus fort ; mais cela a un coût.

En conclusion rendre une justice engendre un coût nécessaire notamment à la cohésion sociale.

1 IS ARBITRAGE HET GELD WAARD?

Onze vereniging (www.cae-akd.be) heeft onophoudelijk het belang gepromoot van arbitrage voor de betrokken partijen om alzo bij te dragen aan de werking van de rechtstaat.

Het staat vast dat kwaliteitsvolle justitie, met inbegrip van arbitrage, een menselijke en financiële kost heeft.

Conflicten en meer bepaald geschillen zijn vernietigend voor de economische waarden. Men mag evenwel evenmin het psychologisch gewicht onderschatten van de oplossing van conflicten voor de betrokken partijen, ongeacht of het gaat om particulieren of bedrijfsleiders (KMO of andere).

De oplossing van conflicten en geschillen moet snel gebeuren. De beslissing (vonnis of uitspraak) moet aanvaard worden door de partijen, die hiermee zullen instemmen indien zij de beslissing begrijpen. Daarom moet de beslissing kwaliteitsvol zijn.

Kwaliteit en snelheid brengen kosten met zich mee.

De snelheid vereist een in het algemeen dure infrastructuur

en de kwaliteit veronderstelt talentvol personeel.

De justitie van de staat voldoet aan deze twee vereisten maar zij is overbelast. Op zijn minst de snelheid is een illusie en de grote werklust dreigt de kwaliteit aan te tasten.

Meer behendige (en minder bevroagde) arbitrageverenigingen bieden interessante alternatieven aan voor de justitie van de staat; niet enkel op het vlak van snelheid maar eveneens omdat de keuze van de arbiter toelaat om professionals te rekruteren die dichters staan bij de betrokken sector.

Arbitrage en justitie van de staat vullen elkaar aan en de kost hiervan is gerechtvaardigd;

Aanvaarden om eerlijk recht te spreken en te ontsnappen aan de wet van de sterkste; maar dit heeft een kost.

Gerechtigheid heeft tot slot een kost die onder meer noodzakelijk is voor de sociale samenhang.



2 L'ARBITRE ET LE SECRET PROFESSIONNEL

INTRODUCTION

L'arbitre est-il tenu au secret professionnel et, dans l'affirmative, quelle serait son intensité pour garantir le secret à l'égard des tiers ?

CARACTÉRISATION DU SECRET PROFESSIONNEL

En droit belge, le secret professionnel trouve son fondement essentiel dans l'article 458 du Code pénal qui stipule : Art. 458. Les médecins, chirurgiens, officiers de santé, pharmaciens, sage-femmes et toutes autres personnes dépositaires, par état ou par profession, des secrets qu'on leur confie, qui, en dehors du cas où ils sont appelés à rendre témoignage en justice (ou devant une commission d'enquête parlementaire) et [1 en dehors des cas où la loi, le décret ou l'ordonnance les oblige ou les autorise]1 à divulguer ces secrets, les auront révélés, seront punis d'un emprisonnement [1 d'un an à trois ans et d'une amende de cent euros à mille euros ou d'une de ces peines seulement]1.

Les principales caractéristiques qui apparaissent à la lecture du texte légal sont :

- (i) Les seules professions nommément citées sont les médecins et les autres professions liées à la santé
- (ii) Ensuite le texte élargit son champ d'application à « toutes autres personnes dépositaires » sans les nommer spécifiquement
- (iii) La sanction pour non-respect du secret repose sur celui qui le divulgue
- (iv) Ainsi c'est la personne qui détient le secret qui est protégée de la potentielle sanction du dépositaire non-respectueux du secret
- (v) Les personnes concernées ne sont pas explicitement définies et il en est de même de la notion de secret

Sans vouloir faire ici œuvre d'exhaustivité, il nous faut aborder, pour donner suite à la caractérisation ci-dessus, les notions de secrets, de détenteur de secret professionnel et in fine, last but not least, de l'opposabilité du secret (le droit au silence du détenteur).

QU'EST-CE QU'UN SECRET (PROFESSIONNEL) ?

Le législateur s'est abstenu de toute définition et même d'indication. La jurisprudence n'est pas plus explicite. La Cour d'appel de Luxembourg s'appuyant sur une jurisprudence



ancienne, indique :

il faut entendre par chose secrète des faits ignorés de nature à porter atteinte à l'honneur, la considération, la réputation ou dont la non-révélation a été demandée : ce sont des faits que l'on a un intérêt légitime à tenir cachés.

Ces quelques phrases permettent une caractérisation ; il y a secret lorsque :

- (i) il s'agit de faits ignorés
 - (ii) Leur divulgation est préjudiciable à celui qui a confié le secret
 - (iii) Le secret s'étend aux faits dont la dissimulation a été demandée
 - (iv) La cause de la dissimulation des faits doit être légitime
- Les quatre caractéristiques ci-dessus semblent être cumulative.

QUI EST DÉTENTEUR D'UN SECRET ?

L'article 458 du CP indique qu'il s'agit de « toutes autres personnes ». La Cour de cassation enseigne que la volonté du législateur à utiliser une formule large incluant tous **confidants nécessaires** et leurs auxiliaires. Le confident nécessaire incluant outre les professions visées par la loi également **les personnes investies d'une mission de confiance par les mœurs ou les traditions**.

Ainsi, les témoins présents lors de la dictée d'un testament chez un notaire sont tenus au secret professionnel. Le tribunal de Charleroi a, en se basant sur cette jurisprudence, appliqué la notion de personne de confiance nécessaire à un ambulancier.

Relevons que le législateur indique expressément dans le Code judiciaire que les médiateurs sont tenus par le secret professionnel visé à l'article 458 du CP.



2 DE ARBITER EN HET BEROEPSGEHEIM

Il nous semble établi, en prenant en compte les éléments ci-dessus, qu'un arbitre recueillant dans sa mission tous **les éléments fournis volontairement ou incidemment** par les parties entre dans la définition du confident nécessaire.

DROIT ET OBLIGATION DE SILENCE

L'obligation de se taire découle de la ratio legis de l'article 458 et de la sanction prévue en cas de divulgation.

L'article 458 mentionne deux dérogations possibles à l'obligation de silence. Diverses lois ont ensuite prévu ce droit au silence mais diverses dispositions légales obligent le détenteur du secret professionnel à divulguer les faits dont il a connaissance. Nous citons par exemple l'article 458 bis du Code pénal ou les dispositions relatives au blanchiment d'argent.

La question se pose quant au droit de silence du détenteur d'un secret. La Cour de cassation a reconnu en 1926 que ce droit, en conscience, pouvait être justifié par le dépositaire. Depuis lors, l'appréciation de cette liberté individuelle a connu de nombreuses exceptions, acceptées par les tribunaux, ainsi que dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme.

Le secret professionnel est vulnérable en raison de la nécessité de défendre l'intérêt commun, ce qui remet notamment en question son opposabilité aux instances judiciaires.

CONCLUSION

Il nous paraît que l'arbitre est tenu au secret professionnel, mais que la notion même de secret professionnel est interrogée et donc fragilisée.

INLEIDING

Is de arbiter gehouden tot et beroepsgeheim en zo ja, wat is zijn intensiteit om het geheim ten aanzien van derden te bewaren?

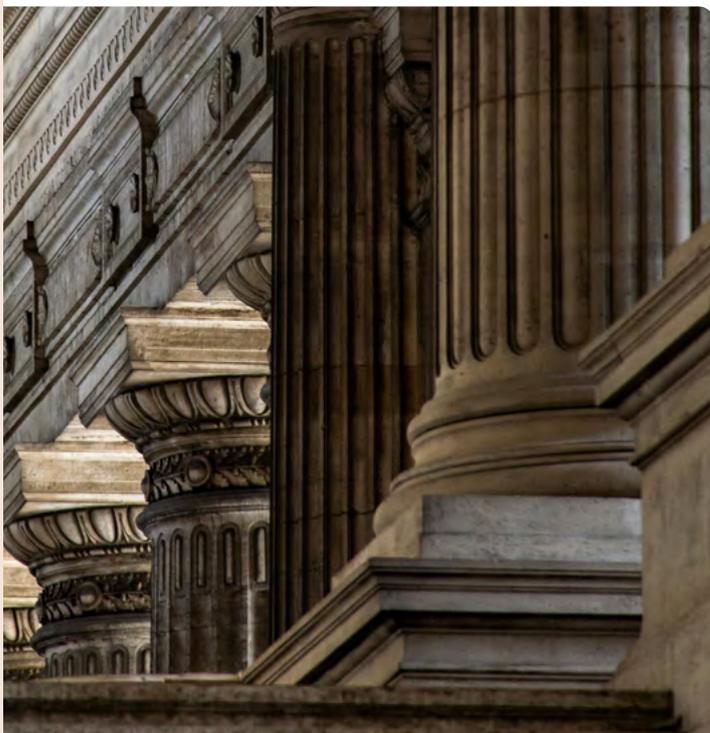
EIGENSCHAPPEN VAN HET BEROEPSGEHEIM

Het beroepsgeheim steunt in het Belgisch recht in wezen op artikel 458 van het Strafwetboek, dat bepaalt: Art. 458. Geneesheren, heekundigen, officieren van gezondheid, apothekers, vroedvrouwen en alle andere personen die uit hoofde van hun staat of beroep kennis dragen van geheimen die hun zijn toevertrouwd, en deze bekendmaken buiten het geval dat zij geroepen worden om in rechte (of voor een parlementaire onderzoekscommissie) getuigenis af te leggen en [buiten het geval dat de wet, het decreet of de ordonnantie hen verplicht of toelaat] 1die geheimen bekend te maken, worden gestraft met gevangenisstraf [van een jaar tot drie jaar en een geldboete van honderd euro tot duizend euro of met een van die straffen alleen]1.

De belangrijkste eigenschappen die in het oog springen bij lezing van de wettekst zijn:

- (i) De enige beroepen die bij naam genoemd worden, zijn artsen en andere gezondheidsberoepen.
- (ii) Vervolgens breidt de tekst het toepassingsveld uit naar "alle andere personen die geheimen dragen" zonder deze te noemen.
- (iii) De sanctie voor de niet-naleving wordt opgelegd aan diegene die het geheim bekendmaakt.
- (iv) Het is dus de persoon die het geheim draagt, die beschermd wordt door de eventuele sanctie van de houder die het geheim niet bewaart.
- (v) De betrokken personen worden niet uitdrukkelijk gedefinieerd en hetzelfde geldt voor het begrip geheim.

Zonder hier exhaustief te willen zijn, moeten wij, om gevolg te geven aan de bovenstaande karakterisering, de begrippen geheim, houder van het beroepsgeheim en last but not least de tegenstelbaarheid van het geheim (het zwijgrecht van de houder) bespreken.



WAT IS EEN (BEROEPS)GEHEIM?

De wetgever heeft geen enkele definitie of indicatie gegeven. De rechtspraak is evenmin duidelijk. Het Hof van beroep van Luxemburg stelt, zich baserend op een oude rechtspraak:

Onder geheim moet men ongekende feiten verstaan die schade kunnen berokkenen aan de eer, het aanzien, de reputatie of waarvan het gebrek aan bekendmaking werd gevraagd: het gaat om feiten waarvan men een rechtmatig belang heeft om deze verborgen te houden.

Deze enkele zinnen laten een karakterisering toe; er is sprake van een geheim indien

- (i) Het gaat om ongekende feiten
- (ii) De onthulling hiervan nadelig is voor diegene die het geheim heeft toevertrouwd
- (iii) Het geheim betrekking heeft op feiten waarvan de verzwijging werd gevraagd
- (iv) De oorzaak voor het verzwijgen van de feiten rechtmatig is

De vier bovenstaande kenmerken lijken cumulatief te zijn.

WIE IS DE BEWAARDER VAN EEN GEHEIM?

Artikel 458 van het Strafwetboek zegt dat het gaat om « alle andere personen ». Het Hof van Cassatie stelt dat het de wil van de wetgever is om een ruime formulering te gebruiken, die alle noodzakelijke vertrouwenspersonen en hun helpers omvat. **De noodzakelijke vertrouwenspersoon** omvat, naast alle beroepen die door de wet worden vermeld, eveneens **de personen die een vertrouwensopdracht hebben door gewoontes of tradities**.

Getuigen die aanwezig zijn bij het dicteren van een testament bij een notaris zijn dus gehouden tot een beroepsgeheim. De rechtbank van Charleroi heeft, zich baserend op deze rechtspraak, het begrip van noodzakelijke vertrouwenspersoon toegepast op een ambulancier.

Laten wij opmerken dat de wetgever in het Gerechtelijk Wetboek uitdrukkelijk vermeldt dat bemiddelaars gehouden

zijn tot het beroepsgeheim vermeld in artikel 458 van het Strafwetboek.

Het lijkt ons vast te staan, rekening houdende met de hierboven vermelde elementen, dat een arbiter die in het kader van zijn opdracht alle elementen ontvangt die vrijwillig of toevallig worden meegegeed door partijen, valt onder de definitie van de noodzakelijke vertrouwenspersoon.

ZWIJGRECHT EN ZWIJGPLICHT

De zwijgplicht vloeit voort uit de ratio legis van artikel 458 en de sanctie voorzien in geval van bekendmaking.

Artikel 458 vermeldt twee mogelijke afwijkingen op de zwijgplicht. Diverse wetten hebben vervolgens dit zwijgrecht voorzien maar diverse wettelijke bepalingen verplichten de houder van het beroepsgeheim om de feiten waarvan hij kennis heeft bekend te maken. Wij citeren bijvoorbeeld artikel 458 bis van het Strafwetboek of de bepalingen in verband met witwassing.

De vraag stelt zich in verband met het zwijgrecht van de houder van een geheim. Het Hof van Cassatie heeft in 1926 erkend dat dit recht, in geweten, gerechtvaardigd kon worden door de bewaarder. De beoordeling van deze individuele vrijheid heeft sindsdien veel uitzonderingen gekend, die werden aanvaard door de rechtbanken, eveneens in de rechtspraak van het Europees Hof voor de mensenrechten.

Het beroepsgeheim is kwetsbaar gelet op de noodzaak om het gemeenschappelijk belang te verdedigen, hetgeen met name de tegenstelbaarheid hiervan aan de gerechtelijke instanties in vraag stelt.

BESLUIT

Het lijkt ons dat de arbiter gehouden is tot het beroepsgeheim, maar dat het eigenlijke begrip beroepsgeheim in vraag wordt gesteld en dus kwetsbaar is.



3 ARBITRAGE/MÉDIATION/DROIT COLLABORATIF/CONCILIATION/TDO M.A.R.C.MODE AMIABLE DE RÉOLUTION DES CONFLITS A.D.R. ALTERNATIVE DISPUTE RÉOLUTION

Il convient de constater que depuis plusieurs années, la justice étatique ne répond pas avec la diligence souhaitée aux demandes des citoyens et des entreprises pour se prononcer sur la résolution d'un différend ou d'un conflit.

Ce constat a conduit au développement de mode de résolution des différends et conflits hors des instances judiciaires étatiques.

Certains de ces modes de résolution sont légalement encadrés, d'autres restent dans la sphère privée uniquement.

En Belgique quatre modes de résolution sont encadrées par le législateur : la médiation, la conciliation, l'arbitrage et le droit collaboratif

D'autres modes que nous aborderons ci-dessous relève de la sphère privée.

1. LA MÉDIATION

La médiation est définie par l'article 1723 du code judiciaire qui régit la procédure et les effets d'un accord éventuel dans les articles suivant. Il n'y a pas d'obligation d'arriver à un accord.

Le code judiciaire instaure les conditions de reconnaissance des médiateurs.

La médiation peut être menée par un médiateur agréé ou non.

Si la médiation abouti à un accord, une transaction sera signée par les parties. Si la médiation a été menée par un médiateur agréé la transaction peut être soumise au tribunal pour ratification. ; ce qui donnera un titre exécutoire à l'accord. Ce dernier point important est la différence fondamentale entre la médiation avec ou sans médiateur agréé.

2. L'ARBITRAGE

La deuxième procédure de résolution de différends et de conflits à être encadrée par le législateur est l'arbitrage dans les articles 1676 et suivant du code judiciaire.

Cependant si la législation organise la procédure (y compris la ratification de la sentence arbitrale) elle reste muette sur la définition de l'arbitre et des chambres d'arbitrage.

La procédure est réglemantée par le loi, y compris la ratification de la sentence par les tribunaux judiciaires, mais en l'absence d'arbitre définis. L'arbitrage est une procédure hybride, à la fois légale et privée. Il y a là un travail législatif futur à réaliser.

3. LA CONCILIATION

La conciliation est aussi un mode alternatif de règlement des litiges, mais son efficacité dépend de l'accord des parties à la solution proposée par le tiers (conciliateur neutre) ou trouvées par elles. La conciliation permet aux parties de trouver elles-mêmes la solution.

En bref le conciliateur joue un rôle plus actif que le médiateur.

La conciliation est visée par les articles 731 à 734 du code judiciaire. L'article 731 permet de solliciter, dans les conditions légales, la conciliation devant tout juge compétent pour juger le litige en cause. Le rôle du juge judiciaire a été élargi par la loi du 19 décembre 2023 (M.B. 6,1,2024).

Cette procédure habituelle devant les juges de paix mérite une plus grande attention des plaideurs devant d'autres juridictions.

4. TIERCE DÉCISION OBLIGATOIRE

Cette procédure n'est pas organisée par le législateur ; elle est donc strictement privée mais la décision liera définitivement les parties.

La tierce décision obligatoire (TDO) est un mode alternatif de résolution des différends et conflits par lequel les parties mandatent un « tiers décideur », qui n'est ni arbitre ni juge, pour qu'il se prononce sur un ou plusieurs points litigieux, juridiques ou techniques. La décision du tiers décideur, à l'instar d'un contrat, tiendra lieu de loi entre les parties.

La TDO va permettre aux parties de prévenir les litiges ou de régler une partie de leur litige hors des prétoires des tribunaux.



La TDO tient lieu de loi pour les parties qui se sont engagées contractuellement à la respecter. C'est l'équivalent d'un accord transactionnel. Le juge qui éventuellement serait saisi de la suite du litige est également tenu par la décision du tiers décideur et devra s'y conformer sauf accord contraire à l'ordre public.

5. DROIT COLLABORATIF

Le droit collaboratif est une procédure de résolution des conflits qui a pour principe la recherche résolue d'un accord amiable entre les parties, assistées chacune d'un avocat formé à la pratique collaborative. Cette procédure est définie

par les article 1738 et suivant du code judiciaire.

Il s'agit d'une procédure privée proche de la médiation mais il n'y a pas de médiateur neutre ni de ratification par le tribunal. Les parties organisent les négociations entre elles assistées par leur conseil respectif. Le processus peut être organisé dans le cadre de la confidentialité des échanges entre avocats. Les négociations aboutissent (ou non) à une transaction.

3 **ARBITRAGE/BEMIDDELING/COLLABORATIEF RECHT/VERZOENING/BDB M.A.R.C.- MINNELIJKE OPLOSSING VAN GESCHILLEN A.D.R. - ALTERNATIEVE MANIEREN VAN CONFLICTOPLOSSING**

Al jaren blijkt dat de staatsrechtelijke justitie niet met de gewenste spoed reageert op de verzoeken van burgers en bedrijven om een uitspraak te doen over de oplossing van een geschil of conflict.

Dit heeft geleid tot de ontwikkeling van geschillenbeslechtingsmethoden buiten de staatsrechtelijke rechtbanken.

Sommige van deze methoden zijn wettelijk geregeld, andere blijven uitsluitend in de privésfeer.

In België zijn vier methoden van geschillenbeslechting wettelijk geregeld: mediation, conciliation, arbitrage en collaboratieve rechtspraak.

Andere methoden die we hieronder zullen bespreken, vallen onder de privésfeer.

1. BEMIDDELING

Mediation wordt gedefinieerd door artikel 1723 van het Gerechtelijk Wetboek, dat ook de procedure en de gevolgen van een eventueel akkoord in de volgende artikelen regelt. Er is geen verplichting om tot een akkoord te komen.

Het Gerechtelijk Wetboek stelt de voorwaarden voor de erkenning van mediators vast.

Mediation kan worden uitgevoerd door een erkende of niet-

erkende mediator.

Als de mediation resulteert in een akkoord, wordt een overeenkomst ondertekend door de partijen. Als de mediation is uitgevoerd door een erkende mediator, kan de overeenkomst ter bekrachtiging aan de rechtbank worden voorgelegd, waardoor het akkoord uitvoerbaar wordt. Dit laatste belangrijke punt is het fundamentele verschil tussen mediation met of zonder erkende mediator.

2. ARBITRAGE

De tweede procedure voor geschillenbeslechting die door de wetgever is geregeld, is arbitrage in de artikelen 1676 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek.

Hoewel de wetgeving de procedure (inclusief de bekrachtiging van de arbitrale uitspraak) organiseert, zwijgt zij over de definitie van de arbiter en de arbitragekamers.

De procedure is wettelijk geregeld, inclusief de bekrachtiging van de uitspraak door de gerechtelijke rechtbanken, maar bij afwezigheid van gedefinieerde arbiters. Arbitrage is een hybride wettelijke en private procedure. Er is nog een wetgevend werk te verrichten.



3. CONCILIATIE

Conciliatie is ook een alternatieve methode voor geschillenbeslechting, maar de effectiviteit ervan hangt af van de overeenkomst van de partijen met de voorgestelde oplossing door de derde partij (neutrale conciliator) of de door hen gevonden oplossing. Conciliatie stelt de partijen in staat zelf de oplossing te vinden.

Kortom, de conciliator speelt een actievare rol dan de mediator.

Conciliatie wordt behandeld in de artikelen 731 tot 734 van het Gerechtelijk Wetboek. Artikel 731 maakt het onder wettelijke voorwaarden mogelijk om conciliatie te verzoeken bij elke bevoegde rechter voor het betreffende geschil. De rol van de gerechtelijke rechter is uitgebreid bij de wet van 19 december 2023 (Belgisch Staatsblad 6 januari 2024).

Deze gebruikelijke procedure voor vrederechters verdient meer aandacht van procespartijen bij andere rechtbanken.

4. BINDENDE DERDENBESLISSINGE

Deze procedure is niet geregeld door de wetgever; zij is dus strikt privé, maar de beslissing bindt de partijen definitief.

De verplichte derdebeslissing (VAO) is een alternatieve methode voor geschillenbeslechting waarbij de partijen een "derde beslisser" mandateren, die noch arbiter noch rechter is, om een uitspraak te doen over een of meer betwiste punten, juridisch of technisch. De beslissing van de derde beslisser heeft, net als een contract, de kracht van wet

tussen de partijen.

De VAO stelt de partijen in staat om geschillen te voorkomen of een deel van hun geschil buiten de rechtbanken op te lossen.

De VAO heeft de kracht van wet voor de partijen die zich contractueel hebben verbonden deze te respecteren. Het is het equivalent van een minnelijke schikking. De rechter die eventueel later bij het geschil wordt betrokken, is ook gebonden aan de beslissing van de derde beslisser en moet zich hieraan houden, tenzij de overeenkomst in strijd is met de openbare orde.

5. COLLABORATIEF RECHT

Collaboratieve rechtspraak is een procedure voor conflictbeslechting die gericht is op het resoluut zoeken naar een minnelijke schikking tussen de partijen, elk bijgestaan door een in de collaboratieve praktijk getrainde advocaat. Deze procedure wordt gedefinieerd door de artikelen 1738 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek.

Deze privéprocedure is vergelijkbaar met mediation, maar er is geen neutrale mediator noch bekrachtiging door de rechtbank. De partijen organiseren de onderhandelingen zelf, bijgestaan door hun respectieve advocaten. Het proces kan worden georganiseerd binnen de vertrouwelijkheid van de uitwisselingen tussen advocaten. De onderhandelingen resulteren (of niet) in een overeenkomst.



4 CASSATION 12 AVRIL 2024 ANNULATION D'UNE SENTENCE ARBITRALE. PORTÉE DE L'ARTICLE 1717 DU CODE JUDICIAIRE

Pour annuler une décision, le tribunal doit examiner ses effets sur l'ordre public. La Cour de cassation s'est prononcée le 12 avril 2024 en matière d'arbitrage. Le pourvoi en cassation, dans cette affaire, est dirigé contre un jugement rendu le 18 février 2022 par le tribunal de première instance francophone de Bruxelles, statuant en dernier ressort sur une demande d'annulation d'une sentence arbitrale.

RÉSUMÉ DES FAITS

Le litige oppose la société de droit étranger MS (demanderesse) à la République de Pologne (défenderesse). Dans cette affaire, la Cour suprême polonaise a rendu l'arrêt Wierzbowa. Le tribunal arbitral a décidé, dans une sentence dont l'annulation est demandée, que la Cour suprême, à l'égard de la demanderesse, avait adopté une attitude manifestement discriminatoire, engageant ainsi la responsabilité de la Pologne pour un déni de justice commis par sa plus haute juridiction. Il a été demandé au tribunal de première instance de Bruxelles d'annuler la sentence arbitrale.

Le tribunal de Bruxelles annule la sentence, décidant que le tribunal arbitral n'avait pu raisonnablement considérer que la Cour suprême de Pologne avait adopté à l'égard de la demanderesse une attitude manifestement discriminatoire... Sur cette base, il annule la sentence arbitrale qui lui était déférée comme contraire à l'ordre public.

SELON LES RÈGLES APPLICABLES

En application de l'article 1717, § 3, b), ii), du Code judiciaire, une sentence arbitrale peut être annulée si le tribunal de première instance constate qu'elle est contraire à l'ordre public.

Cette disposition n'impliquerait pas que le juge de l'annulation de la sentence puisse apprécier à nouveau le litige à la lumière des dispositions d'ordre public dont l'arbitre a fait application. Le Code judiciaire lui prescrit de contrôler si la sentence elle-même contredit l'ordre public.

Ce que La Cour de cassation constate en édictant (...) Au contraire, en opérant ce contrôle approfondi des différents critères pris en compte pour l'application des principes de coexistence sociale, le tribunal arbitral s'est érigé en juge d'appel de la Cour suprême en sortant de son appréciation nécessairement marginale du comportement de la haute juridiction polonaise.

En d'autres termes le tribunal arbitral peut constater une atteinte à l'ordre public mais il n'a pas à substituer son analyse des faits à celle de la haute Cour polonaise.

LA DÉCISION DE LA COUR DE CASSATION

La Cour décide que le jugement attaqué a omis d'examiner les effets de cette sentence incriminée sur l'ordre public. Ce faisant, il a violé l'article 1717, § 3, b), ii), du Code judiciaire. La Cour casse le jugement attaqué. Elle renvoie la cause devant le tribunal de première instance de Liège.

4 CASSATIE 12 APRIL 2024 Vernietiging van een arbitrale uitspraak. Draagwijdte van artikel 1717 van het Gerechtelijk Wetboek

Om een uitspraak te vernietigen, moet de rechtbank de gevolgen hiervan op de openbare orde onderzoeken. Het Hof van Cassatie heeft zich op 12 april 2024 uitgesproken over een arbitragezaak. Het cassatieberoep in deze zaak is gericht tegen een vonnis gewezen op 18 februari 2022 door de Franstalige rechtbank van eerste aanleg van Brussel, waarbij in laatste aanleg uitspraak werd gedaan over een verzoek tot vernietiging van een arbitrale uitspraak.

SAMENVATTING VAN DE FEITEN

De feiten Het geschil is hangende tussen de vennootschap naar buitenlands recht MS (eiseres) en de Republiek Polen (verweerster). In deze zaak heeft het Poolse Hooggerechtshof het Wierzbowa-arrest uitgesproken. De arbitrale rechtbank heeft beslist, in een uitspraak waarvan de vernietiging wordt gevraagd, dat het Hooggerechtshof, ten aanzien van eiseres, een kennelijk discriminerende houding heeft aangenomen,



waardoor Polen aansprakelijk is voor een rechtsweigeringsbegaan door haar hoogste gerecht. Er werd aan de rechtbank van eerste aanleg van Brussel gevraagd om de uitspraak van een arbitrale rechtbank te vernietigen.

De rechtbank van Brussel vernietigt de beslissing en oordeelt dat de arbitrale rechtbank niet redelijkerwijze kon oordelen dat het Hooggerechtshof van Polen ten aanzien van eiseres een kennelijk discriminerende houding had aangenomen... Op basis hiervan heeft zij de arbitrale uitspraak die haar werd voorgelegd vernietigd als zijnde in strijd met de openbare orde.

Volgens de toepasbare regels In toepassing van artikel 1717, § 3, b), ii), van het Gerechtelijk Wetboek, kan een arbitrale uitspraak vernietigd worden indien de rechtbank van eerste aanleg vaststelt dat deze in strijd is met de openbare orde.

Deze bepaling impliceert niet dat de rechter die de uitspraak vernietigt, het geschil opnieuw kan beoordelen in het licht van de bepalingen van openbare orde die door de arbiter werden toegepast. Het Gerechtelijk Wetboek verplicht de rechter om na te gaan of de uitspraak zelf in strijd is met de openbare orde.

Dat het Hof van Cassatie dit vaststelt door te stellen (...) Integendeel, door dit grondige onderzoek van de verschillende criteria die in aanmerking zijn genomen voor de toepassing van de beginselen van sociale co-existentie, heeft het scheidsgerecht zich opgeworpen als de beroepsrechter van het Hooggerechtshof door verder te gaan dan zijn noodzakelijkerwijs marginale beoordeling van

het gedrag van het Poolse hooggerechtshof.

De arbitrale rechtbank kan met andere woorden een schending van de openbare orde vaststellen maar zij moet haar analyse van de feiten niet in de plaats stellen van die van het Poolse Hooggerechtshof.

De beslissing van het Hof van Cassatie Het Hof beslist dat het bestreden vonnis de gevolgen van deze uitspraak op de openbare orde niet heeft onderzocht. Aldus heeft deze beslissing artikel 1717, § 3, b), ii) van het Gerechtelijk Wetboek geschonden. Het Hof vernietigt het bestreden vonnis. De zaak wordt verwezen voor de rechtbank van eerste aanleg van Liège.



5 OPPOSABILITÉ DES CLAUSES D'ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE | DROIT EUROPÉEN | OPPOSABILITÉ À UN TIERS

LE DROIT DE L'UNION

LA CONVENTION DE BRUXELLES

1. L'article 17, premier alinéa, de la convention de Bruxelles dispose :

« Si les parties, dont l'une au moins a son domicile sur le territoire d'un État contractant, sont convenues d'un tribunal ou de tribunaux d'un État contractant pour connaître des différends nés ou à naître à l'occasion d'un rapport de droit déterminé, ce tribunal ou les tribunaux de cet État sont

seuls compétents. Les conditions de validité formelles sont également définies par... »

LE RÈGLEMENT BRUXELLES I

2. L'article 23, paragraphe 1, du règlement Bruxelles I prévoit :

« Si les parties, dont l'une au moins à son domicile sur le territoire d'un État membre, sont convenues d'un tribunal ou de tribunaux d'un État membre pour connaître des différends nés ou à naître à l'occasion d'un rapport de droit



déterminé, ce tribunal ou les tribunaux de cet État membre sont compétents. Cette compétence est exclusive, sauf convention contraire des parties. Ici aussi les conditions formelles de validité sont définies pour l'accord.

LE RÈGLEMENT BRUXELLES I BIS

3. Les considérants 15, 19 et 20 du règlement Bruxelles I bis énoncent :

« (15) Les règles de compétence devraient présenter un haut degré de prévisibilité et s'articuler autour de la compétence de principe du domicile du défendeur. Cette compétence devrait toujours être disponible, sauf dans quelques cas bien déterminés où la matière en litige ou l'autonomie des parties justifie un autre critère de rattachement. [...]

(19) L'autonomie des parties à un contrat autre qu'un contrat d'assurance, de consommation et de travail pour lequel n'est prévue qu'une autonomie limitée quant à la détermination de la juridiction compétente devrait être respectée sous réserve des fors de compétence exclusifs prévus dans le présent règlement.

(20) Lorsque la question se pose de savoir si un accord d'élection de for en faveur d'une ou des juridictions d'un État membre est entaché de nullité quant à sa validité au fond, cette question devrait être tranchée conformément au droit de l'État membre de la ou des juridictions désignées dans l'accord, y compris conformément aux règles de conflit de lois de cet État membre. »

4. L'article 25 du règlement Bruxelles I bis, inséré dans la section 7, intitulée « Prorogation de compétence », qui fait elle-même partie du chapitre II, intitulé « Compétence », de ce règlement dispose :

« 1. Si les parties, sans considération de leur domicile, sont convenues d'une juridiction ou de juridictions d'un État membre pour connaître des différends nés ou à naître à l'occasion d'un rapport de droit déterminé, ces juridictions sont compétentes, sauf si la validité de la convention attributive de juridiction est entachée de nullité quant au fond selon le droit de cet État membre. Cette compétence est exclusive, sauf convention contraire des parties. La convention attributive de juridiction est conclue :

- a) par écrit ou verbalement avec confirmation écrite ;
- b) sous une forme qui soit conforme aux habitudes que les parties ont établies entre elles ; ou
- c) dans le commerce international, sous une forme qui soit

conforme à un usage dont les parties ont connaissance ou étaient censées avoir connaissance et qui est largement connu et régulièrement observé dans ce type de commerce par les parties à des contrats du même type dans la branche commerciale considérée.

[...]

5. Une convention attributive de juridiction faisant partie d'un contrat est considérée comme un accord distinct des autres clauses du contrat.

La validité de la convention attributive de juridiction ne peut être contestée au seul motif que le contrat n'est pas valable. »

L'arrêt du 25 avril 2024 (c-345 +affaires jointes) enseigne :

1. L'article 25, paragraphe 1, du règlement (UE) no 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil, du 12 décembre 2012, concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, doit être interprété en ce sens que :

L'opposabilité d'une clause attributive de juridiction au tiers porteur du connaissance dans lequel cette clause est insérée n'est pas régie par le droit de l'État membre dont une ou plusieurs juridictions sont désignées par cette clause. Ladite clause est opposable à ce tiers si, en acquérant ce connaissance, il est subrogé dans l'intégralité des droits et des obligations de l'une des parties initiales au contrat, ce qu'il convient d'apprécier conformément au droit national applicable au fond, tel que déterminé en application des règles de droit international privé de l'État membre dont relève la juridiction saisie du litige.

2. L'article 25, paragraphe 1, du règlement no 1215/2012 doit être interprété en ce sens que :

il s'oppose à une réglementation nationale en vertu de laquelle un tiers à un contrat de transport de marchandises conclu entre un transporteur et un chargeur, lequel tiers acquiert le connaissance consignat ce contrat et devient ainsi tiers porteur de ce connaissance, est subrogé dans l'intégralité des droits et des obligations de ce chargeur, à l'exception de ceux découlant d'une clause attributive de juridiction insérée dans ledit connaissance, cette clause étant uniquement opposable à ce tiers s'il l'a négociée individuellement et séparément.

